



« Cette guerre n'est pas la nôtre » ? Vraiment ?

Description

Depuis plusieurs semaines, l'Élysée, Matignon et nombre de capitales européennes répètent à l'envi une formule devenue mantra : « *cette guerre n'est pas la nôtre* ».

À force de répétition, une idée finit toujours par paraître raisonnable. Mais la répétition n'en fait pas pour autant une vérité. Car en réalité, cette guerre, qu'on le veuille ou non, nous concerne très directement.

Une guerre aux objectifs très clairs

Contrairement à ce que suggère le brouhaha médiatique, les objectifs poursuivis sont limpides :

- empêcher un régime théocratique d'accéder à l'arme nucléaire,
- contenir une capacité balistique désormais capable de frapper bien au-delà de la région,
- réduire l'influence déstabilisatrice d'un système fondé sur des proxies armés,
- et, en filigrane, ouvrir une perspective au peuple iranien, prisonnier d'un pouvoir qui le réprime.

La question est simple : la France partage-t-elle ces objectifs ?

Si la France demeure fidèle à ce qu'elle prétend être, une nation attachée à la sécurité internationale et aux droits de l'Homme, la réponse ne peut être que oui.

L'illusion diplomatique

Fallait-il privilégier la voie diplomatique ?

L'histoire récente répond sans ambiguïté. Des années de négociations n'ont ni ralenti significativement les programmes nucléaires et balistiques iraniens, ni réduit leur capacité de nuisance régionale. Elles ont, au mieux, différé l'échéance.

La diplomatie a permis de gagner du temps. Mais ce temps n'a pas été utilisé pour désescalader. L'Iran l'a utilisé pour se renforcer.

Le coût de l'abstention

Face à cette réalité, la France a fait un choix : celui de la distance. Un choix présenté comme prudent, mesuré, responsable. Mais en géopolitique comme en économie, l'inaction n'est jamais neutre. Elle produit des effets. Et ces effets sont déjà visibles.

Nous payons plus cher notre énergie. Nous affaiblissons notre crédibilité auprès de nos alliés. Nous réduisons notre influence dans la recomposition régionale à venir. Les grandes décisions se prendront sans nous. Les grands contrats de reconstruction se négocieront sans nous. Déjà, des projets de grands travaux foisonnent pour relier les puits de pétrole d'Arabie Saoudite et des Emirats à la Méditerranée via le port de Haïfa en Israël par de gigantesques pipelines. Sans nous...

La place à la Grande Table revient à ceux qui assument leurs rôles et leurs devoirs.

Une crédibilité entamée

Plus grave encore : ce choix affaiblit notre parole.

Que vaut un traité de défense si l'on rechigne à l'activer ? Que vaut une alliance si elle ne s'exprime qu'en creux ? Nos partenaires américains, mais aussi saoudiens et émiratis, en tirent déjà les conséquences. Et les peuples, eux aussi, observent.

Le peuple iranien, qui aspire à la liberté, n'oubliera pas qui aura agi et qui aura regardé. Le Liban, pris en otage par une milice devenue État dans l'État, mesure chaque jour l'écart entre nos discours et nos actes, il entend notre silence sur l'emprise du Hezbollah. Les Israéliens sont médusés par nos condamnations systématiques quand ils frappent les terroristes qui bombardent leurs villes, et par notre silence quand leur population au nord d'Israël est touchée, car la France a bien trop rarement un mot pour eux quand le Hezbollah bombarde.

Le vrai risque

En refusant de considérer cette guerre comme étant aussi la nôtre, nous prenons un risque stratégique majeur : laisser d'autres structurer la région à notre place. Laisser s'imposer des équilibres qui ne seront pas les nôtres. Et, à terme, subir des conséquences que nous aurions pu contribuer à éviter.

Une question de choix

L'histoire est cruelle avec les nations qui confondent prudence et retrait. Comme le rappelait Churchill, on peut croire éviter la guerre en cédant au déshonneur. On finit souvent par avoir les deux.

Il ne s'agit pas ici de céder à l'enthousiasme guerrier. Il s'agit de reconnaître que certaines confrontations peuvent être nécessaire, voire indispensables, et qu'elles structurent durablement l'ordre du monde. S'en tenir à distance, c'est accepter d'en rester en marge.

Il n'est pas trop tard

Rien n'est encore définitivement joué. La France peut encore retrouver une ligne. Elle peut :

- clarifier ses alliances,
- assumer ses engagements,
- et contribuer activement à la stabilité d'une région clé pour ses intérêts.

Elle peut surtout soutenir, très clairement, ceux qui, au Liban comme en Iran, aspirent à sortir de l'emprise de forces qui les dépassent.

Au fond, une question politique

Cette séquence révèle une réalité plus profonde. Au-delà de la diplomatie, c'est une question de cap et d'incarnation. Une nation ne peut peser dans le monde sans cohérence. Elle ne peut être respectée sans constance.

La question devient donc simple : qui saura incarner cette clarté ? Qui saura assumer des choix, plutôt que les différer ? Qui saura réconcilier engagement international et défense de nos intérêts ? Certainement pas ceux qui ont participé à cette gouvernance. Dans un moment où tout appelle à la lisibilité, la continuité sera perçue comme une faiblesse.

Le pays a besoin d'autre chose : autorité lucide, force tranquille, ancrage réel, et courage.

Au fond, ce débat dépasse le seul conflit iranien. Il pose des questions essentielles : La France veut-elle encore peser dans le monde, veut-elle encore écrire l'Histoire ou simplement la commenter, et qui pour tenir le stylo ?

Patrick Pilcer

Categorie

1. Opinions

date créée

13 avril 2026